à l'article 1er ci-dessus mais ceux-ci sont réduits, dans ce cas, à la moitié de leur montant.

Enfin, lorsque la décision constatant qu'il n'y a pas lieu à statuer est motivée par le retrait de l'acte attaqué opéré postérieurement à l'introduction du recours, la taxe ne comprend que la moitié du droit de greffe.

Art. 9. — Sont applicables, dans les affaires dispensées du ministère d'avocat, aux recours à fin d'appel des décisions du Conseiller délégué et aux divers recours contre les décisions du Tribunal Administratif, les dispositions de l'article précédent.

II. — Recours en appel ou en cassation des décisions rendues par les Tribunaux Judiciaires

Art. 10. — Les requêtes à fin d'appel ou de cassation des décisions rendues par les juridictions civiles en matières administratives en vertu des dispositions des articles 11, 12, 13 de la loi N° 72-40 du 1er juin 1972 sont assujetties à des droits fixes de greffe et de plaidoirie fixés comme suit :

	Appel	Cassation
— Droit de greffe :	2 D,900	4 D,400
— Droit de plaidoirie :	1 D,400	1 D,400

Art. 11. — Les arrêts rendus par le Tribunal Administratif dans les recours en Appel et en Cassation visés à l'article précédent sont soumis aux dispositions relatives à l'enregistrement applicables dans les instances civiles.

Les taux de la taxe dégressive fixés pour les arrêts des Cours d'Appel et de la Cour de Cassation, leur sont applicables.

Toutefois, sont simplement assujettis à un droit fixe spécial d'enregistrement de 5 dinars, les arrêts qui n'ont pas pour effet de reconnaître un droit pécuniaire au profit du requérant n'allouent pas, en conséquences, une somme d'argent.

Art. 12. — L'Etat, les collectivités publiques locales et les établissements publics à caractère administratif ainsi que ceux qui bénéficient de l'assistance judiciaire sont exonérés du droit de greffe ainsi que de la taxe dégressive et du droit fixe d'enregistrement.

III. — Dispositions communes aux recours pour excès de pouvoir et aux recours en appel ou en cassation des décisions prononcées par les Tribunaux Judiciaires

Art. 13. — Il est délivré ou adressé, selon le cas, au requérant, au moment du dépôt ou de la réception au Secrétariat Général du Tribunal Administratif de la requête prévue aux articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 10 du présent décret-loi, un bulletin de versement des droits de greffe, d'enregistrement et de plaidoirie; mention des droits acquittés, et le cas échéant, de la formalité donnée en débat, devra figurer sur le bulletin.

Art. 14. — Sont applicables aux droits de plaidoirie prévus au présent décret-loi, les dispositions du décret N° 63-204 du 19 juin 1963.

Art. 15. — Les droits de greffe, d'enregistrement et de plaidoirie prévus aux articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 10 du présent décret-loi doivent être acquittés intégralement dans les délais fixés aux articles 29, 40, 74, 76 et 86 de la loi sus-visée N° 72-40 du 1er juin 1972; faute de quoi le requérant sera présumé avoir renoncé à sa requête sauf pour lui, à administrer la preuve du contraire.

Art. 16. — Sont dispensés des droits de greffe et d'enregistrement, les recours en rectification d'erreur matérielle prévus à l'article 75 de la loi sus-visée N° 72-40 du 1er juin 1972.

En cas de constitution d'avocat, ces recours sont assujettis au seul droit fixe de plaidoirie.

Art. 17. — Les dispositions de l'article 5 du décret du 3 mars 1926, telles qu'elles ont été modifiées par l'article 2 du décret-loi N° 60-13 du 23 mars 1960, sont, le cas échéant, applicables aux recours formés devant le Tribunal Administratif.

Art. 18. — Les arrêts et décisions définitifs du Tribunal Administratif doivent être enregistrés sur les minutes ou originaux.

Art. 19. — Les minutes des arrêts et décisions du Tribunal Administratif doivent être déposées par le Secrétaire Général au Bureau de l'enregistrement des actes judiciaires à Tunis, dans les vingt-et-un jours de la date de leur prononcé.

La taxe dégressive ou le droit fixe exigible, le cas échéant, doivent être acquittés par les parties dans les trois mois de la même date, sous peine de l'amende prévue au premier alinéa de l'article 15 de l'arrêté du 16 mars 1953.

IV. — Dispositions transitoires

Art. 20. — Sont dispensés des droits de greffe et de plaidoirie, les recours en appel et en cassation actuellement pendants devant les tribunaux judiciaires, et devant faire l'objet d'un transfert de compétence devant le Tribunal Administratif.

Art. 21. — Le Premier Ministre et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret-loi qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait au Palais de Skanès, le 9 août 1974

Le Président de la République Tunisienne :

HABIB BOURGUIBA

Décret-loi N° 74-5 du 9 août 1974, complétant la loi n° 66-60 du 4 juillet 1966, portant promulgation du code forestier.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu l'article 31 de la Constitution;

Vu la loi N° 66-60 du 4 juillet 1966, portant promulgation du Code Forestier;

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture;

Avons pris le décret-loi suivant :

Article Premier. — L'article 2 du code forestier promulgué par la loi n° 66-60 du 4 juillet 1966 est complété comme suit :

11°) Dans les conditions prévues par le chapitre IX du présent code, les terrains de parcours compris dans les terres collectives et domaniales ainsi que ceux faisant partie des grands domaines soumis à l'enzel de gré à gré et non attribués.

Art. 2. — Il est ajouté au code forestier susvisé les articles suivants.

CHAPITRE IX

De la délimitation, de la conservation et de l'amélioration des terrains de parcours compris dans les terres collectives et domaniales ainsi que ceux faisant partie des grands domaines soumis à l'enzel de gré à gré et non attribués.

Art. 185. — Il est créé dans chaque gouvernorat une commission chargée de délimiter l'assiette des terrains de parcours pour chaque terre collective et domaniale ainsi que pour ceux faisant partie des grands domaines soumis à l'enzel de gré à gré et non attribués.

Art. 186. — Cette commission se compose comme suit :

- 1°) du gouverneur ou de son représentant, président,
- 2°) du commissaire régional au développement agricole,
- 3°) du chef de l'arrondissement régional des forêts,
- 4°) du chef de l'arrondissement régional des affaires foncières,
- 5°) du représentant régional de l'office des terres domaniales,
- 6°) du représentant du conseil de gestion de la collectivité intéressée,

7°) de 2 représentants des agriculteurs concernés, proposés par l'union nationale des agriculteurs. Le secrétariat de la commission est assuré par le chef de l'arrondissement régional des forêts.

La commission susvisée se réunit sur convocation de son président qui peut faire appel à toute personne dont l'avis lui semble utile. Elle doit pour délibérer valablement réunir au moins la moitié de ses membres et ses décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage la voix du président est prépondérante.

Les délibérations de cette commission font l'objet d'un procès-verbal, dressé séance tenante et signé de tous les membres présents. Le Ministre de l'Agriculture auquel sera soumis le procès-verbal le rendra exécutoire par arrêté.

Art. 187. — En vue d'assurer la pérennité, la reconstitution et l'amélioration des parcours compris dans les terres collectives et domaniales ainsi que ceux faisant partie des grands domaines soumis à l'enzei de gré à gré et non attribués, tout en tenant compte des intérêts légitimes des collectivités des attributaires de terres domaniales et des agriculteurs intéressés, la direction des forêts établira des plans techniques, dits plans d'aménagement qui comportent notamment :

- a) un règlement d'exploitation basé sur l'état de chaque terrain de parcours, indiquant la rotation de l'introduction du bétail ainsi que le nombre des animaux à y admettre.
- b) la détermination des zones, qui en raison de leur état de dégradation, doivent être mises en défens pendant la période nécessaire à leur reconstitution.

La mise en oeuvre de chacun de ces plans d'aménagement fera l'objet d'une convention entre le Ministre de l'Agriculture d'une part et les représentants qualifiés des organismes ou des agriculteurs intéressés d'autre part.

Art. 188. — La direction des forêts est chargée de la conservation de l'amélioration et de l'organisation de l'exploitation ainsi que de la police des terrains de parcours compris dans les terres collectives et domaniales ainsi que ceux faisant partie des grands domaines soumis à l'enzei de gré à gré et non attribués, tels qu'ils sont délimités dans les conditions prévues par les articles 185 et 186 ci-dessus et ayant fait l'objet d'une convention conformément au dernier paragraphe de l'article 187 sus-visé.

Art. 189. — Les dispositions des articles 111 à 141 du présent code sont applicables aux infractions commises dans les terrains de parcours compris dans les terres collectives et domaniales ainsi que dans ceux qui font partie des grands domaines soumis à l'enzei de gré à gré et non attribués.

Art. 3. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret-loi qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait au Palais de Skanès, le 9 août 1974

Le Président de la République Tunisienne :

HABIB BOURGUIBA

DECRETS ET ARRETES

PREMIER MINISTERE

PENSIONS

Décret N° 74-762 du 5 août 1974, complétant et modifiant le décret N° 74-549 du 16 mai 1974, relatif aux retenues à la source opérées au profit de la Caisse Nationale des Retraites sur les rémunérations des personnels de l'Etat des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi N° 59-18 du 15 février 1959, relative au régime de retraite, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi N° 73-71 du 19 novembre 1973;

Vu le décret N° 74-549 du 16 mai 1974, relatif aux retenues à la source opérées au profit de la Caisse Nationale des Retraites sur les rémunérations des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu l'avis du Ministre des Finances;

Sur la proposition du Premier Ministre:

Décrétons :

Article Premier. — Les articles premier, deux et sept du décret sus-visé N° 74-549 du 16 mai 1974 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article Premier (nouveau). — Sont soumises à compter du 1er janvier 1975 au prélèvement de la retenue pour pension les indemnités et primes suivantes.

(Le reste sans changement).

Article 2 (nouveau). — La base de la liquidation de la pension est cependant constituée à compter du 1er janvier 1974 par la rémunération mensuelle globale, indemnités et primes visées ci-dessus comprises, la plus élevée.

(Le reste sans changement).

Article 7 (nouveau). — Les Ministres et Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 5 août 1974

P. le Président de la République Tunisienne
et par délégation,

Le Premier Ministre.

HEDI NOUIRA

MINISTERE DE LA JUSTICE

MAGISTRAT

Par décret N° 74-787 du 10 août 1974

Monsieur Sadok Ben Slimane, magistrat de 3ème grade est mis à la disposition du Premier Ministre (Agence Tunisienne de la Coopération Technique) pour exercer dans le cadre de la coopération technique une mission dans le Sultanat d'Oman

NATIONALITE TUNISIENNE

Par décret N° 74-785 du 10 août 1974

Par application des articles 19, 20, 21 et 25 du Code de la Nationalité Tunisienne, a obtenu la nationalité tunisienne par voie de naturalisation :

Monsieur Talel ben Farhan Echoubelète, né le 11 février 1948 à Beyrouth.

RECTIFICATIF

au Journal Officiel de la République Tunisienne N° 3
du 27 janvier 1981 (page 152, 2ème colonne, 54ème ligne)

Au lieu de :

Ahmed ben Mohamed ben Ahmed Omar Ghadamsi, né en 1972 à Ghadamès (Libye).

Lire :

Ahmed ben Mohamed Omar, né le 15 novembre 1912 à Ghadamès (Libye)